

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3. — États-Unis, \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avance.

Vol. VII.

No. 13.

Prix du numéro, 7 centins. — Annonces, la ligne, 5 centins.  
Toute communication doit être affranchie.  
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrees ou par bons sur la poste.

JEUDI, 30 MARS 1876

Rédaction, Administration, Bureaux d'Abonnements et d'Annonces: Nos. 5 et 7, Rue Bleury, Montréal.—GEO. E. DESBARATS, Directeur-Gérant.

## SOMMAIRE

Revue Européenne.—Nos Gravures : Le temple des singes à Bénarès ; Le tigre-royal du Bengale.—Académie commerciale catholique de Montréal.—Notre prime.—Correspondance.—Vingt mille lieues sous les mers (suite). — Sur un glaçon. — Poésie : Obseques.—Pièces tirées du dépôt de la guerre à Paris.—Plaisanteries.—Le pont Royal-Albert.—Le Parlement Fédéral.—Notes locales.—Manitoba.—Nouvelles générales : Canada, États-Unis, Europe.—Par-ci par-là.—Poésie : Épître, à mon ami A. Gingras, vicaire à...—Le Brandon de Discorde, ou le Massacre de Lachine (suite).—Conseils d'hygiène pratique.—Economie domestique.—Le jeu de dames.—Prix du marché de détail de Montréal.

GRAVURES : Le tigre royal du Bengale; Visite du Prince de Galles au temple des singes à Bénarès.

## REVUE EUROPEENNE

Depuis notre dernière revue, quatre faits importants remplissent les journaux l'Europe : l'ouverture du parlement à Londres, la formation du nouveau ministère en France et la réunion du Sénat et de la nouvelle Assemblée législative; enfin, la cessation de la guerre civile en Espagne.

La reine, ouvrant elle-même le parlement, a eu la satisfaction d'annoncer l'achat des droits du Khédive sur le canal de Suez, le voyage du prince de Galles dans l'Inde, et l'éclat qu'elle entend donner à la domination anglaise dans ces contrées, en prenant le titre d'Impératrice de l'Inde. Dès les premiers jours de la session, M. Gladstone est venu donner un de ces exemples de modération et de patriotisme qui ne sont pas rares en Angleterre, en approuvant la conduite du gouvernement dans ses relations extérieures. Il a exprimé en même temps plus que des doutes sur la possibilité de maintenir longtemps encore le *status quo* à Constantinople aussi bien qu'en Egypte.

En France, la formation du ministère Dufaure, le sixième depuis la chute du second empire, détruit pour le moment les espérances des partis monarchiques. Ce ministère se compose de la partie la plus libérale du ministère Buffet et d'hommes plus libéraux encore; il est tout pris dans le centre-gauche. Une portion considérable du centre-droit se ralliera, dit-on, au centre-gauche, et une partie de la gauche, M. Gambetta y compris, serait, dans ce moment, plus favorable qu'hostile au nouveau cabinet. L'entente entre le bruyant tribun et M. Thiers est, dit-on, complète; et ce dernier passe pour être l'inspirateur de M. Léon Say. M. Wallon, tout en restant dans le cabinet a cédé le ministère de l'Instruction publique à M. Waddington, et ce dernier étant protestant, on a réuni le ministère des cultes, à celui de la justice. M. de Cazes fait encore partie de ce gouvernement; il paraît en train de devenir inamovible.

Les monarchistes lui reprochent vivement d'avoir favorisé le parti Alphonse contre Don Carlos, et d'être la cause de l'insuccès de ce dernier. Enveloppé de tous côtés, le prétendant a dû se retirer, et l'Espagne va être encore pour quelque temps sans guerre civile, ce qui dans son histoire est plutôt l'exception que la règle. Mais il n'est pas impossible que le nouveau souverain ne soit, d'ici à quelques années, chassé par une révolution comme Pont été la reine Isabelle et le roi Amédée. Alors, quand la république aura encore fait son temps, peut-être Don Carlos monterait-il sur le trône. Ce sera bien son tour!

Pour ce qui est de la république française, qui a déjà duré plus longtemps qu'on ne s'y attendait, si elle veut voir au

moins la fin du septennat, il lui faudra pour y arriver toute autre chose que des discours comme ceux que M. Gambetta, et ses amis surtout, ont prononcés pendant la lutte électorale. La violence de leurs attaques contre les catholiques contraste mal avec la modération que le chef simule quelquefois.

Tandis que l'on reproche sans cesse aux catholiques d'identifier la religion avec la monarchie, on semble faire de son mieux pour identifier davantage avec l'irréligion la république qui, en France, n'était déjà que trop. Fatigués des luttes dynastiques, beaucoup d'hommes raisonnables et modérés semblaient assez portés à faire l'essai sérieux de la république, si elle pouvait se montrer compatible avec l'ordre et la véritable liberté. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, quelques-unes des délimitations de la première Assemblée faisaient concevoir de grandes espérances à cet égard. Mais déjà l'on est en train de reprendre sérieusement les traditions de 93, comme s'il ne s'était rien passé depuis; ce n'est certainement pas aux seuls Bourbons que l'on peut reprocher de n'avoir rien oublié et rien appris.

Il est naturel qu'au milieu des craintes inspirées par les tendances de la nouvelle Chambre, tous les yeux se reportent vers le maréchal MacMahon et que l'on espère de lui non pas un coup d'état, mais une direction favorable aux idées de modération qui l'ont porté à la présidence. Parler ainsi, dit-on, c'est en revenir au gouvernement personnel; le président doit régner et non pas gouverner. Sans doute que la constitution qui régit la France, si constitution il y a, n'est pas très-bien définie; que les fonctions de la présidence ont été confiées au maréchal par l'Assemblée législative et non point par une élection directe; qu'enfin le septennat, institution tellement provisoire que la république même n'est garantie que pour cette période de temps, fait au chef de l'état une position qui ne ressemble à rien de ce que l'on connaît. Cependant c'est aller un peu loin que d'assimiler la présidence à une royauté constitutionnelle. Un président dans n'importe quelle république, par cela même qu'il a été élu n'importe comment, par le fait encore de sa rééligibilité, doit avoir une certaine responsabilité, doit gouverner dans une certaine mesure. Si donc, d'un côté, on a trop permis à M. Thiers, qui posait plutôt pour un premier ministre que pour un président, qui prenait part aux délibérations de l'Assemblée et lui mettait si souvent le marché à la main, on passerait à l'excess contraire en refusant au maréchal MacMahon toute initiative, en voulant lui interdire toute expression d'opinion ou de sympathie. Un président de république tout à fait irresponsable courrait grande chance de devenir inamovible, et une république avec un président inamovible et irresponsable ressemblerait autant à une monarchie que le *purgatoire éternel* qu'un Irlandais souhaitait un jour à un de ses amis, aurait ressemblé à l'enfer. Telle est pourtant la décision qui paraît avoir été prise par le plus républicain des ministères, sans doute avec l'assentiment du président. Une dépêche annonce en effet que ce dernier a abandonné le titre de *président du conseil*, qui sera porté par le premier ministre, au lieu de celui de vice-président, et cela, ajoute-t-on, pour que les *ministres soient seuls responsables*. Ainsi après avoir chassé

deux rois constitutionnels, au lieu de s'en prendre uniquement à leurs ministres, on veut un président de république *qui règne et ne gouverne pas!* Peuple étrange, qui n'est jamais content de ce qu'il a, pour qui tout est toujours à recommencer!

Et tandis que l'on s'épuise dans ces stériles débats; tandis qu'on ébranle tout ce qui pouvait donner quelque gage de sécurité, rendre quelque prestige au gouvernement, les autres puissances spéculent sur la faiblesse de la France, et se réjouissent de la voir pas plus avancée qu'elle ne l'était en 89, dans l'art de se gouverner elle-même! Faut-il s'étonner si tant de bons esprits se mettent à regretter la monarchie, et s'ils se défont des éloges que la presse étrangère prodigue à la république!

Il faut, dit un correspondant de la *Revue Britannique*, il faut que les journaux républicains soient cuirassés d'une naïveté à toute épreuve pour prendre au sérieux les éloges de la sacrosainte république que contenaient récemment le *Golos* (journal russe). Ce qui est certain, c'est que depuis que la France a cessé de compter parmi les monarchies traditionnelles de l'Europe, elle a cessé d'y exercer une influence régulière et profitable pour elle. Tantôt on la redoute trop, et tantôt on ne la redoute pas assez, ce qui est également périlleux. Le césarisme concentre trop les forces nationales, et la république les divise trop; et il est tout naturel qu'entre ces deux excès, l'étranger favorise celui qui ne lui inspire aucune crainte. Mais ce n'est pas une recommandation pour nous, ni un brevet de vitalité pour la république, tant s'en faut, car d'ici à quelques années, elle va nous exposer à une série d'humiliations extérieures qu'elle aura bien de la peine à se faire pardonner plus tard; et parmi les plus dures à digérer figurera certainement en première ligne l'obligation très-prochaine, selon toute apparence, de faire l'abandon de nos créances sur la Turquie. Après avoir fait l'éloge de la forme républicaine comme de celle qui la gêne le moins dans les circonstances présentes, le *Golos* nous laisse entendre très-clairement que s'il nous prenait en ce moment la moindre velléité de nous jeter sur la Prusse, la Russie nous laisserait égarer avec ce sérieux sang-froid dont elle ne s'est jamais départie dans la dernière guerre. Or, à quel propos cet avis donné à la plus ultra-pacifique de toutes les républiques connues, s'il ne se trouvait quelque chose qui, malgré tout notre amour le plus immodéré de la paix, pourrait nous fouetter le sang au point de provoquer certaines démanagements belliqueuses de notre part? Car, après son repos qu'y a-t-il de plus cher à un bon républicain que son argent? Comme l'on sait bien à Berlin et à Petersbourg que cette atonie ne sera point éternelle, et que d'ailleurs, les charges militaires que s'impose l'Allemagne n'étant plus motivées par notre attitude, doivent avoir un autre objectif, je suis de ceux qui s'attendent à un dénouement brusque et prochain de la question orientale.

On voit que ce correspondant s'accorde assez avec M. Gladstone au sujet du sultan et du Khédive: on ne parviendra pas à arranger leurs affaires quoiqu'on fasse, et la débâcle est imminente. Si nous ne partageons point les illusions de l'écrivain, et si nous sommes loin de croire que la monarchie plus que l'empire ou la république fût, d'ici à longtemps, en état de replacer la France dans la position quelle occupait il y a une dizaine d'années, il est clair cependant que, monarchie ou république, rien ne saurait lui être plus funeste, rien ne saurait retarder davantage le moment de sa revanche ou même celui où elle cessera d'être à la merci des autres puissances, que toutes ces vaines agitations, que toutes les dangereuses déclamations des *affreux rhéteurs* que l'on a si justement stigmatisés. Dans ce sens, les préliminaires du vote du 20 février ont été plus regrettables que le vote lui-même.

M. Auguste Boucher nous faisait dernièrement dans le *Correspondant*, un tableau qui peint tous les dangers de la situation.

Le dernier programme, disait-il, celui qu'on étale dans les clubs électoraux, celui sur lequel il faut jurer et que les électeurs du 9<sup>e</sup> arrondissement portent comme une sorte d'interrogatoire à M. Thiers lui-même, c'est le programme déployé par M. Laurent Pichat devant les délégués radicaux de la Seine. Et encore ce programme qui, sous des mots nouveaux, énonce les vœux révolutionnaires émis jadis par M. Gambetta et M. Naquet, n'a-t-il pour nos agitateurs et nos utopistes que la fade douceur d'une sorte de pastorale: c'est un *minimum*, disent-ils avec un dédain qui feint d'être de la modération!

Pour connaître leurs vrais desseins, leurs rêves et leurs fureurs, il faut aller dans ces réunions publiques où MM. Spuller, Cantagrel, Floquet, Castagnary, Clémenceau, Magnier et autres réclament "l'immédiatisme et totale;" où les plus sottes chimères sont les plus acclamées pourvu qu'elles promettent quelque chose qui dépasse la mesure du connu et la borne du présent; où mille folies plus dangereuses que la sienne, disputent la tribune à la folie de M. Gagne; où le burlesque et la fièvre éclatent dans un même tumulte; où dès qu'a retenti le nom de M. Thiers, on hurle: "A bas l'assassin des insurgés! Le sang de Paris l'étouffera!" où le citoyen Ivry, aux applaudissements de l'auditoire, souhaite et propose "l'extirpation de toutes les vicissitudes humaines;" où plus qu'aucune haine, soit sociale, soit politique, sévit une haine de la religion et de tout ce qui est religieux aussi ignorante et déclamatoire que cynique et violente; où se renouvellent, comme si, dans Paris, l'expérience ne servait de rien à la foule, toutes les extravagances de 1793, de 1848 et de 1871? On voit se remuer là le bas-fonds du radicalisme. On y découvre dans leur sauvage naïveté toutes les ambitions de ces démocrates, celles des dupeurs et celles des crédules. On y aperçoit clairement dans les rapports du démagogue et de la multitude ce que c'est que la servitude de la popularité. On peut passer et hauser les épaules; on peut se dire que ce qui se répand là, c'est la lie de la liberté, plaindre les pauvres gens qui s'en abreuvent jusqu'à l'ivresse, et mépriser les histrions qui, pour leur plaisir, s'en barbouillent en simulant l'ivresse aussi. Mais quand on se souvient que ces mêmes foyes et ces mêmes furieux ont à leurs heures gouverné Paris et prétendu régner sur la France; quand on se rappelle tout ce que peut faire dans notre pays la violence des uns, et tout ce que peut laisser faire la timidité des autres, il faut bien joindre à la pitié ou au mépris l'effroi salutaire qui combat; il faut bien se garder de rire d'un péril qui, notre histoire en témoigne, a plusieurs fois surpris la société au moment où elle s'en amusait avec la plus superbe insouciance; il faut se demander ce que deviendrait notre pays si les tribuns de ces clubs, si les courtisans asservis à cette plèbe devenaient les maîtres du pouvoir.

Il n'y a point, du reste, que les écrivains catholiques qui malmènent ainsi cette plèbe dont il y a tant à craindre; voici M. Taine, l'émule de Renan, qui, dans ses "*Origines de la France contemporaine*," jette au suffrage universel ce sarcasme contre lequel, il est vrai, un autre littérateur libre-penseur des derniers jours de l'empire, M. Edmond About, s'est empressé de protester:

Dix millions d'ignorances, dit M. Taine, ne font pas un savoir. Un peuple consulté peut à la rigueur dire la forme de gouvernement qui lui plaît, mais non celle dont il a besoin; il ne le saura qu'à l'usage... Or, à l'épreuve, nous n'avons jamais été contents de notre constitution politique: treize fois en quatre-vingts ans nous l'avons démolie pour la refaire et nous avons eu beau la refaire, nous n'avons pas encore trouvé celle qui nous convient.

D'après les dernières dépêches, le nouveau ministère vient de publier son programme, dont le détail ne nous est pas encore donné. L'ouverture des chambres s'est faite sans bruit et même sans éclat, ce qui était très-sage dans les circonstances. Le duc d'Audiffret-Pasquier a été élu pré-